



Bruxelles, le 16.12.2022
C(2022) 9735 final

DÉCISION D'EXÉCUTION DE LA COMMISSION

du 16.12.2022

**relative au financement du plan d'action annuel en faveur de la République
centrafricaine pour 2022**

DÉCISION D'EXÉCUTION DE LA COMMISSION

du 16.12.2022

relative au financement du plan d'action annuel en faveur de la République centrafricaine pour 2022

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE),

vu le règlement (UE, Euratom) 2018/1046 du Parlement européen et du Conseil du 18 juillet 2018 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, modifiant les règlements (UE) n° 1296/2013, (UE) n° 1301/2013, (UE) n° 1303/2013, (UE) n° 1304/2013, (UE) n° 1309/2013, (UE) n° 1316/2013, (UE) n° 223/2014, (UE) n° 283/2014 et la décision n° 541/2014/UE, et abrogeant le règlement (UE, Euratom) n° 966/2012¹, et notamment son article 110,

vu le règlement (UE) 2021/947 du Parlement européen et du Conseil du 9 juin 2021 établissant l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale — Europe dans le monde, modifiant et abrogeant la décision n° 466/2014/UE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant le règlement (UE) 2017/1601 du Parlement européen et du Conseil et le règlement (CE, Euratom) n° 480/2009 du Conseil², et notamment son article article 24 pour les mesures de soutien,

considérant ce qui suit:

- (1) Afin d'assurer la mise en œuvre du plan d'action annuel en faveur de la République centrafricaine pour 2022, il est nécessaire d'adopter une décision annuelle de financement, qui constitue le programme de travail annuel, pour 2022. L'article 110 du règlement (UE, Euratom) 2018/1046 ('le règlement financier') établit des règles détaillées en matière de décisions de financement.
- (2) L'aide envisagée doit respecter strictement les conditions et procédures prévues par les mesures restrictives adoptées en vertu de l'article 215 du TFUE³.
- (3) Les actions contribuent à la prise en compte du climat et de la biodiversité, conformément au pacte vert pour l'Europe et l'accord interinstitutionnel.
- (4) La Commission a adopté le programme indicatif pluriannuel national pour la période 2021-2027⁴, qui établit les priorités suivantes : premièrement la paix, la sécurité, la justice et la gouvernance, deuxièmement le développement humain, et enfin la transition verte et le développement durable.
- (5) Les objectifs poursuivis par le plan d'action annuel à financer au titre du règlement (UE) 2021/947 programme géographique « Afrique subsaharienne » consistent à

¹ JO L 193 du 30.7.2018, p. 1.

² JO L 209 du 14.6.2021, p. 1.

³ www.sanctionsmap.eu. Il est à noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de répertorier les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes législatifs publiés au *Journal officiel* (JO). En cas de divergence, le JO fait foi.

⁴ Décision de la Commission relative à l'adoption du programme indicatif national entre l'Union européenne et la République centrafricaine du 14/12/2021.

contribuer à améliorer l'accès à et l'équité de l'éducation et de la formation professionnelle en République centrafricaine (RCA); préserver la biodiversité et soutenir le développement durable dans des aires protégées en RCA ; et soutenir la mise en œuvre du partenariat UE/RCA et les programmes de coopération entre l'UE et la République centrafricaine.

- (6) L'action intitulée « Programme d'appui au secteur de l'éducation en République centrafricaine (RCA) » vise à améliorer l'accès, la qualité et la gouvernance de l'éducation en RCA, en particulier pour les populations les plus vulnérables telles que les filles et les populations déplacées.
- (7) L'action intitulée « Programme NaturAfrica - Protection de la biodiversité en République centrafricaine (RCA) » vise à promouvoir une économie verte caractérisée par un développement économique endogène, durable et inclusif, ainsi que la lutte contre le changement climatique.
- (8) L'action intitulée « Facilité de coopération » vise à renforcer l'efficacité du partenariat et la gestion de l'aide dans le cadre de la coopération UE-RCA, tout en renforçant la communication et la diplomatie publique de l'UE dans le pays.
- (9) Il convient d'autoriser l'octroi de subventions sans appel à propositions et de prévoir les conditions d'octroi de ces subventions.
- (10) Conformément à l'article 26, paragraphe 1, du règlement (UE) 2021/947, il convient de recourir à la gestion indirecte pour la mise en œuvre du plan d'action annuel.
- (11) La Commission doit assurer un niveau de protection des intérêts financiers de l'Union conforme aux dispositions de l'article 154, paragraphe 3, du règlement financier pour ce qui est des entités et des personnes chargées d'exécuter des fonds de l'Union en gestion indirecte.

À cette fin, ces entités et personnes sont soumises à une évaluation de leurs systèmes et procédures, conformément à l'article 154, paragraphe 4, du règlement financier⁵ et, si nécessaire, à des mesures de surveillance appropriées conformément à l'article 154, paragraphe 5, dudit règlement avant qu'une convention de contribution puisse être signée.

- (12) Il est nécessaire de permettre le paiement d'intérêts de retard sur la base de l'article 116, paragraphe 5, du règlement financier.
- (13) Pour permettre une certaine flexibilité dans la mise en œuvre du plan d'action, il y a lieu d'autoriser des modifications qui ne devraient pas être considérées comme substantielles aux fins de l'article 110, paragraphe 5, du règlement financier.
- (14) Le plan d'action prévu par la présente décision est conforme à l'avis du comité institué par l'article 45 du règlement (UE) 2021/947.

DÉCIDE :

Article 1
Plan d'action

La décision annuelle de financement, qui constitue le plan d'action annuel en faveur de la République centrafricaine pour 2022, présentée dans les annexes, est adoptée.

⁵ Sauf dans les cas prévus à l'article 154, paragraphe 6, du règlement financier, où la Commission peut décider de ne pas exiger une évaluation ex ante.

Le plan d'action comporte les actions suivantes :

- (a) « Programme d'appui au secteur de l'éducation en République centrafricaine (RCA) », présentée dans l'annexe 1 ;
- (b) « Programme NaturAfrica - Protection de la biodiversité en République centrafricaine (RCA) », présentée dans l'annexe 2 ;
- (c) « Facilité de coopération », présentée dans l'annexe 3.

Article 2 *Contribution de l'Union*

Le montant maximal de la contribution de l'Union destinée à la mise en œuvre du plan d'action pour 2022 est fixée à 56 500 000 EUR, à financer par les crédits inscrits sur la ligne suivante du budget général de l'Union:

- ligne budgétaire BGUE-B2021-14.020121-C1-INTPA: 56 500 000 EUR.

Les crédits indiqués au premier alinéa peuvent également servir au paiement d'intérêts de retard.

Article 3 *Modes d'exécution et entités ou personnes chargées de l'exécution*

L'exécution des actions menées en gestion indirecte, telles que présentées dans les annexes peut être confiée aux entités ou aux personnes mentionnées, ou sélectionnées conformément aux critères fixés, aux points 4.4.2, 4.4.3 et 4.4.4 dans l'annexe 1 et 4.4.3 dans l'annexe 2.

Article 4 *Clause de flexibilité*

Les augmentations ou les diminutions de 10 000 000 EUR maximum n'excédant pas 20% de la contribution fixée à l'article 2, premier alinéa, ou les modifications cumulées⁶ des crédits alloués à des actions spécifiques n'excédant pas 20 % de cette contribution de même que les prolongations de la période de mise en œuvre ne sont pas considérées comme substantielles aux fins de l'article 110, paragraphe 5, du règlement financier, pour autant qu'elles n'aient d'incidence significative ni sur la nature ni sur les objectifs des actions.

L'ordonnateur compétent peut effectuer les modifications visées au premier alinéa. Ces modifications sont appliquées dans le respect des principes de bonne gestion financière et de proportionnalité.

Article 5 *Subventions*

Des subventions peuvent être octroyées sans appel à propositions conformément aux conditions précisées dans l'annexe 2.

⁶ Ces modifications peuvent venir de recettes affectées devenues disponibles après l'adoption de la décision de financement.

Des subventions peuvent être octroyées aux organismes mentionnés dans l'annexe 2, sélectionnés conformément au point 4.4.1 dudit annexe.

Fait à Bruxelles, le 16.12.2022

Par la Commission
Jutta URPIAINEN
Membre de la Commission